



Grenoble, France: des milliers de personnes participent à la marche blanche pour des adolescents tués lors d'une poursuite policière

Par [Will Morrow](#)

Mondialisation.ca, 10 mars 2019

[wsws.org](#) 8 mars 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Photo : La marche blanche mercredi

Près de 2000 amis, familles, étudiants et autres travailleurs ont participé à une marche blanche mercredi après-midi à Grenoble, en l'honneur d'Adam, 17 ans, et de son ami Fatih Karakuş, 19 ans, et en solidarité avec leurs familles. Les deux amis ont été tués dans un accident de scooter le week-end dernier alors qu'ils étaient poursuivis par la police.

Les familles et les amis d'Adam et Fatih exigent des réponses quant à la raison de leur décès. Samedi soir, vers 22 h 30, alors que les deux adolescents roulaient ensemble, les policiers ont décidé de les prendre en chasse jusqu'à la rocade de la ville, malgré le fait que ni l'un ni l'autre ne portaient de casque et qu'ils conduisaient un scooter instable.

La police affirme que les garçons ont été heurtés par un bus alors qu'ils s'enfuyaient, après que le chauffeur du bus, qui transportait une équipe de football junior après leur l'entraînement, ayant vu la poursuite dans son rétroviseur et s'est écarté à droite, dans l'espoir d'éviter le scooter juste au moment où ce dernier le doublait.

Ce dernier exemple de l'indifférence de l'État vis-à-vis de la vie des travailleurs et des jeunes a provoqué une éruption de colère sociale refoulée. Samedi soir, un groupe de 40 jeunes s'est réuni devant le commissariat de Grenoble. La police anti-émeute dépêchée sur les lieux a tiré des gaz lacrymogènes et avec des lanceurs de balles de défense sur les jeunes. Un certain nombre de voitures ont également été incendiées devant le commissariat. Des affrontements ont eu lieu entre la police et des jeunes quatre soirs cette semaine.

Les immeubles locaux ont été tagué avec les messages: «La police a tué Adam et Fatih» et «Protégez les enfants, la police les tue».

Réunis à 17 heures dans le quartier du Mistral mercredi, le cortège a marché en silence vers le pont de Carane où l'incident a eu lieu. À la tête, se trouvaient la famille d'Adam et les proches parents de Fatih, portant une banderole sur laquelle était écrit: «Adam et Fatih, plus jamais ça». Les parents turcs de Fatih, n'ont pas pu assister au rassemblement en raison de leur déplacement en Turquie pour organiser les funérailles. De nombreux étudiants et amis des garçons portaient des roses blanches et portaient des t-shirts avec le message suivant: «Adam et Fatih, 02-03- 2019.»



Des élèves dans le

cortège de mercredi

Mais les familles ont dû endurer non seulement la douleur de cette perte. Dès le lendemain de la tragédie, elles ont fait l'objet d'une campagne diffamatoire de la part des médias et de l'État, ternissant le caractère des deux garçons et justifiant implicitement leur mort.

Les médias ont régulièrement affirmé que les garçons avaient un casier judiciaire ou étaient «connus de la police». Lors d'une conférence de presse tenue mercredi après-midi, Florent Girault, l'avocat représentant les deux familles dans l'enquête sur les décès, a déclaré: «contrairement à ce qui a été affirmé par la police et relayé par la presse, les deux jeunes n'avaient pas de casier judiciaire. Ils n'ont jamais été jugés ni condamnés.»

Cette déclaration a été à peine citée dans les médias, qui continuent de traiter les garçons de délinquants. Des reportages bien disséminés ont fait état des allégations de la police selon lesquelles le scooter avait été volé et qu'il n'avait pas de plaque d'immatriculation.



Fatih (à gauche) et

Adam

Girault a fait état de la déclaration du procureur faite à la presse au sujet «d'un scooter qui est dépourvu d'éclairage. Il se trouve que les vidéos qui sont en ligne et celles auxquelles ont accès pour le moment la famille, font apparaître que le scooter qui a été pris en chasse avait un éclairage en avant, arrière, et un feu de frein qui fonctionnait.»

« C'est très curieux que se soit complètement en contradiction avec les affirmations de la voix officielle. C'est d'autant plus curieux que selon, encore une fois, les informations informelles recueillies par les familles, il semblerait que la personne ayant mis cette vidéo en ligne

ce soit trouvé en garde à vue hier. »

La famille a voulu savoir ce qui «a pu conduire des services de police à prendre en chasse un scooter avec un mineur et un jeune majeur?... Comment peuvent-ils [la police] justifier une telle prise de risque? Et ont-ils percuté ou pas le scooter?»

Les amis des deux jeunes ont fait des déclarations pour défendre leur intégrité contre la campagne publique de calomnie. Mediapart a publié hier les déclarations d'Emirhan, âgé de 16 ans, avant la marche de mercredi. «Adam était un bon élève. C'est choquant de le salir alors qu'il vient de partir et que c'est déjà tellement dur d'accepter qu'il ne soit plus là», Il a ajouté: «Les journalistes déforment tout et nous prennent pour des sauvages. Mais aujourd'hui, ils vont être déçus de nous voir marcher dans le silence, sans nous énerver. Ils vont s'ennuyer.»

Karim, l'oncle d'Adam, a publié une déclaration vidéo sur twitter: «Il y a deux jours on a perdu deux petits frères. Deux petits frères qui avaient un avenir prometteur. Donc, la police les a poursuivis jusqu'à les tuer. On essaye de leur faire endosser un rôle qui n'est pas

le leur.

On salit l'honneur de la famille de ces victimes. Et donc, aujourd'hui, il faut que la vérité soit rétablie.»

«On sera déterminé à ce que justice soit faite pour Adam et Fatih [...] A aucun moment la police n'a pas le droit de vie ou mort, sur qui que ce soit – bon, mauvais, français, maghrébin, noir, ce que vous voulez.»

D'autres travailleurs qui ne connaissaient ni l'un ni l'autre des jeunes ont assisté à la marche mercredi pour manifester leur solidarité avec les familles et s'opposer à la calomnie à leur égard.

Anissa, cadre de banque de 43 ans, qui a participé à la marche avec son fils de neuf ans a expliqué à Médiapart : «Au lendemain de leur décès, on a dit que c'étaient des délinquants, en sous-entendant qu'ils le méritaient. C'est d'une violence. Les journalistes ont repris mot pour mot ce que la police leur a dit, sans même vérifier.»

«Je suis venue soutenir les familles. Peu importe ce qu'ont fait ou pas les enfants, ils n'avaient pas de casque et étaient sur un scooter a priori volé. Mais est-ce une raison pour les poursuivre jusqu'à les conduire sur une rocade dangereuse et mettre ainsi leur vie en danger jusqu'au drame? N'y a-t-il pas mieux à faire pour la police que de provoquer la mort de deux jeunes? Je me pose des questions sur la police qui est censée protéger nos enfants. Ça m'inquiète pour mon fils.»



Des jeunes dans le

cortège avec la banderole: «Que la justice soit faite»

Fatima, une travailleuse de 50 ans s'est expliquée à Médiapart: «Ça fait vingt ans que je me lève à 4 heures pour faire des ménages dans des bureaux. Je gagne 1200 euros par mois et je paie mes impôts et mes charges. Je suis une citoyenne comme les autres et j'ai droit d'être respectée et mes enfants d'être protégés. Mais c'est toujours le même refrain. Dans les quartiers, la justice n'existe pas.»

La mort d'Adam et Fatih fait écho aux événements qui ont déclenché les émeutes de 2005, qui ont duré trois semaines dans la banlieue de Paris et d'autres grandes villes françaises. La police a pourchassé un groupe de jeunes, dont trois se sont cachés dans un poste de transformation électrique pour éviter un interrogatoire. Deux des garçons sont morts électrocutés. Leur mort a provoqué une rébellion animée par une colère sociale plus large face au chômage, à la pauvreté et au harcèlement de la police.

À l'époque, le gouvernement du président Jacques Chirac a réagi par une répression brutale, déclarant le premier état d'urgence en France depuis la guerre d'Algérie de 1954 à 1962 et arrêtant plus de 2500 personnes.

Will Morrow

Article paru en anglais, WSWs, le 8 mars 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Will Morrow, wsws.org, 2019

Articles Par : Will Morrow

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca